

LA BOMBE ET LE PÉTROLE

## Spencer Abraham, un homme de confiance



Devenu une annexe du Pentagone, le département de l'Énergie gère à la fois la bombe atomique et l'approvisionnement en pétrole, et dispose de son propre service de renseignement. À sa tête, l'ancien représentant de l'industrie automobile au Sénat, Spencer Abraham. Ce lobbyiste est aussi le fondateur d'un puissant réseau de juristes réactionnaires, la Federalist Society, qui joua un rôle central dans la désignation de George W. Bush à la Maison-Blanche par la Cour suprême. Il est aujourd'hui l'homme de confiance du président au cœur du système, à la croisée des intérêts militaires et civils.

page 2

### Les cancrs et l'Irak

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Les amateurs d'humour british apprécieront la lettre ouverte de Terry Jones aux parents de Tony Blair. Le scénariste des Monty Python alerte les Blair des difficultés de compréhension de leur fils Tony. Celui-ci ne comprend manifestement pas grand-chose aux relations internationales et se montre crédule face à la propagande états-unienne. On pourrait appliquer cette analyse aux affirmations d'Alexander Downer sur l'Irak, véritable *digest* de la propagande sur l'Irak.

page 6

REPÈRE : 16 AVRIL 1521

### A Worms, naissance de la liberté de conscience

En 1517, le moine allemand Martin Luther avait condamné la corruption de l'Église romaine et publié le *Petit traité de la liberté chrétienne*. Après trois ans de débats, l'Église le condamne et l'excommunie ainsi que son œuvre naissante qui subit un premier autodafé. Luther scelle son destin et celui d'une partie de l'Europe en brûlant la bulle papale. Convoqué devant la Diète de Worms afin de se rétracter, le moine déclare à Charles Quint, Empereur et légat du Pape : « Rétracter quoique ce soit, je ne puis, ni ne veux... car agir contre sa conscience, ce n'est ni sûr, ni honnête ». (« Hier stehe ich, und kann nicht anders »). La Réforme Protestante est née, mais aussi la notion de liberté de conscience et de refus de la soumission aveugle à l'autorité. L'homme est libre de décider seul de ses actes et de ses conséquences, il est encouragé à étudier et à se faire sa propre opinion. Pour Voltaire, ce 16 avril 1521 marque une nouvelle ère. ■



### QUI VA REMPLACER BREMER EN IRAK ?

George W. Bush a tranché : les États-Unis ne se retireront pas d'Irak, mais vont y doubler la mise. Le chef d'état-major interarmes a immédiatement annoncé l'envoi de renforts pour écraser les « terroristes ». Le proconsul L. Paul Bremer III n'est plus l'homme de la situation, il faut une poigne de fer pour occuper le pays. Selon le sénateur Richard Lugar, John Negroponte, actuel ambassadeur à l'ONU, pourrait lui succéder. Formé par Henry Kissinger (dont Bremer était l'associé d'affaires) Negroponte fut le théoricien du bombardement massif du Cambodge. Puis, ambassadeur au Honduras, il devint le spécialiste de la « guerre de basse intensité » formule élégante pour désigner une guerre sale contre des civils. Il organisa les Contras et dirigea personnellement les escadrons de la mort en Amérique centrale. ■

## La bombe et le pétrole

# Spencer Abraham, un homme de confiance

**Devenu une annexe du Pentagone, le département de l'Énergie gère à la fois la bombe atomique et l'approvisionnement en pétrole, et dispose de son propre service de renseignement. À sa tête, l'ancien représentant de l'industrie automobile au Sénat, Spencer Abraham. Ce lobbyiste est aussi le fondateur d'un puissant réseau de juristes réactionnaires, la Federalist Society, qui joua un rôle central dans la désignation de George W. Bush à la Maison-Blanche par la Cour suprême. Il est aujourd'hui l'homme de confiance du président au cœur du système, à la croisée des intérêts militaires et civils.**



La question nucléaire fut d'abord exclusivement militaire. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Projet Manhattan de construction de la bombe atomique, était géré par le Manhattan Engineer District, lui-même créé par le corps des ingénieurs de l'Army. Après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki et le retour à la paix, un débat houleux traversa le Congrès sur le contrôle de la bombe : devait-il être militaire ou civil ? La loi sur l'énergie atomique de 1946 trancha en faveur du contrôle civil en établissant la Commission à l'énergie atomique, qui reprit en main le complexe scientifique et industriel du nucléaire, alors en plein essor. Jusqu'en 1954 et en raison de la Guerre froide, ses activités étaient exclusivement orientées vers le développement de l'armement nucléaire et cantonnées au périmètre gouvernemental.

Avec l'apparition des applications civiles, la Commission à l'énergie atomique fut scindée en deux entités, l'une pour les activités militaires, l'autre pour les civiles, afin de l'adapter. Mais le choc pétrolier de 1973 révéla le manque de coordination de ces institutions ; pour y remédier l'administration Carter les fusionna à nouveau, en 1977, créant ainsi le **département de l'Énergie**.

Son champ d'activité recouvre le programme d'armement nucléaire, la production des réacteurs nucléaires pour l'US Navy, la conservation énergétique, la recherche dans le domaine de l'énergie, le traitement des déchets nucléaires et la production domestique d'énergie. Il est également en charge de la gestion des réserves de pétrole stratégiques permettant de satisfaire la demande intérieure et militaire pendant plusieurs mois en cas d'interruption de l'approvisionnement en provenance de l'étranger.

Le département de l'Énergie dispose désormais de sa propre unité de renseignement, l'Office of Intelligence, financé à hauteur de 39 millions de dollars en 2004. Ce petit service est considéré comme prioritaire par rapport aux grandes centrales de renseignement. Ses agissements, comme l'infiltration de toutes les grandes multinationales de l'énergie, sont encore inconnus du public. Il est dirigé par John Russak, ancien n°2 du contre-espionnage états-unien.

À l'arrivée de Reagan, le département de l'Énergie fut brocardé par les républicains. Ils le présentaient comme un repaire d'activistes écologistes et en demandaient la suppression. De la sorte, *la bombe* serait revenue dans le giron du Pentagone. Spencer Abraham, actuel secrétaire à l'Énergie, s'est lui-même régulièrement exprimé pour la suppression du département lorsqu'il était sénateur.

## La Federalist Society



Né à Lansing (Michigan), il y a 51 ans, Spencer Abraham est petit-fils d'immigrants libanais et son père travaillait dans l'industrie automobile. Avec deux amis, il fonda à Harvard, où il avait fait ses études de droit, une association de juristes politiques, la **Federalist Society**, de manière à mettre un terme à la domination intellectuelle de la gauche dans la jurisprudence. De 1983 à 1990 il dirigea le Parti républicain du Michigan, un État qui abrite l'essentiel de l'industrie automobile avec les usines Ford, Daimler-Chrysler et General

Motors. Après une courte expérience de secrétaire général adjoint du vice-président Dan Quayle, en 1990-91, il fut élu sénateur du Michigan, en 1994, devenant le porte-parole de l'industrie automobile au Congrès. Cependant, malgré les 700 000 dollars de soutien électoral de ses amis industriels, il échoua à se faire réélire en 2000. Alors qu'il ambitionnait de poursuivre son lobby comme secrétaire aux Transport, Dick Cheney le fit nommer dixième secrétaire à l'Énergie [1].

Il n'est pas impossible qu'il doive sa nomination à son origine arabe - chrétienne orthodoxe et non musulmane - compte tenu de la résonance symbolique du geste. Toujours est-il que son manque d'expérience dans le domaine de l'énergie civilo-militaire fut souligné par les observateurs lors de sa prise de fonctions et incita les républicains à multiplier les commentaires tels que « *Cet homme est un vrai politique* » pour se rassurer.

Sa puissance politique, Spencer Abraham la doit à son efficacité à défendre les intérêts de ses amis au Capitole et dans les tribunaux. Au fil des ans, ce chrétien fondamentaliste s'est tissé un étonnant réseau relationnel grâce à la Federalist Society. La petite association qu'il fonda avec Lee Liberman Otis et David McIntosh est aujourd'hui forte de 25 000 membres.

Parmi eux, le procureur spécial Kenneth Star qui tenta de destituer le président Bill Clinton parce qu'il avait « *fauté* » avec une stagiaire. Mais aussi le procureur Ted Olson, qui fut l'avocat de George W. Bush face à Al Gore devant la Cour suprême. Et surtout deux juges de cette Cour, Clarence Thomas et Antonin Scalia, qui donnèrent raison à Bush, bien qu'il ait perdu l'élection en voix et en grands électeurs, lui permettant de devenir président des États-Unis. Et c'est Scalia toujours, qui protège aujourd'hui son ami, le vice-président Cheney, dans l'affaire des documents secrets du Groupe de développement de la politique énergétique (NEPDG) [2]. Enfin l'actuel Attorney general, le fondamentaliste **John Ashcroft**, et bien d'autres personnalités comme la secrétaire à l'Environnement et représentante d'intérêts pétroliers Gale Norton.

L'association tire son nom du courant historique de James Madison. Le plus réactionnaire des « *pères fondateurs* » organisa la souveraineté des États fédérés pour rejeter celle du Peuple. Selon ses propres mots, il rédigea la Constitution « *pour protéger la minorité des nantis face de la majorité* ». C'est sur cette base idéologique que fut jugée l'affaire *Gore contre Bush*.

Avec un budget de 3 millions de dollars en 2000 [3], essentiellement financé par les fondations du banquier Richard Mellon Scaife, la Federalist Society est en mesure d'éditer des revues juridiques et des lettres d'information. Son ambition est de renverser la jurisprudence, d'abroger les dernières lois d'*affirmative action* (mesures de justice sociale instaurées à la fin de la ségrégation raciale), de supprimer les diverses allocations sociale et le revenu minimum, et bien sûr de mettre fin à l'enseignement bilingue dont profitent les Hispanos. L'association a aussi financé les penseurs de la suprématie WASP [4] comme Charles Murray, auteur de *The Bell Curve*. Cet ouvrage à grande diffusion prétend démontrer, à partir de corrélations statistiques, que les noirs sont par nature pauvres et criminels. Il a servi de justification à la politique d'incarcération massive et de privatisation du système éducatif.

## Un département annexe du Pentagone

Les options idéologiques et les intérêts particuliers de Spencer Abraham guident sa politique. Pour assurer la sécurité des laboratoires nucléaires du département, il n'hésita pas à reprendre et à défendre le projet de son prédécesseur de l'administration Clinton, Bill Richardson, de faire passer des tests de polygraphe (ndlr. Également connu sous le nom de détecteur de mensonges) à quelques 15 000 fonctionnaires, malgré l'inefficacité de cette méthode pour traquer les espions. De même, il défendit bec et ongles sa décision de stocker des déchets nucléaires sur le site de Yucca Mountain, multipliant les convois radioactifs sillonnant les voies ferrées du pays jusqu'au site du Nevada, comme autant de cibles faciles pour n'importe quel terroriste en herbe et dont le déraillement statistiquement envisageable provoquerait des contaminations sans précédent [5].

On le dit aligné aux côtés des démocrates sur les questions d'immigration, parce qu'il a notamment voté pour une loi d'assouplissement des règles d'entrée aux États-Unis pour les immigrants hautement qualifiés. Il est certainement proche des

industriels qui voient la main d'œuvre à bas prix d'un bon œil, mais le darwinisme social théorisé par la Federalist Society ne laisse pas planer de doutes sur la véritable nature de son « *conservatisme compatissant* ».

Si le secrétaire Abraham se targue d'être résolument engagé dans les négociations avec la Russie visant à réduire l'arsenal nucléaire stratégique, ainsi que de défendre le traité de non-prolifération nucléaire [6], il est nettement moins prolix sur les recherches menées afin de développer de nouvelles armes nucléaires non stratégiques, ou *mini-nukes*, qui pourraient bel et bien relancer une course à l'armement nucléaire et son utilisation généralisée dans les conflits [7].

Abraham accusait l'administration Clinton d'avoir échoué dans sa politique énergétique en ayant rendu le pays plus dépendant des importations de pétrole. Comme nous l'avons démontré précédemment au sujet de la **commission Cheney**, derrière la bienveillante façade de la politique énergétique de l'administration Bush qui prétend défendre la conservation et les énergies alternatives, la véritable stratégie énergétique actuelle est militaire. Elle ne conduit pas à économiser l'énergie ou à rechercher de nouvelles techniques, mais à organiser des coups d'État au Venezuela et à occuper l'Irak. Le département à l'Énergie n'a plus vocation à permettre un contrôle civil du nucléaire militaire, mais au contraire, il est devenu une extension du Pentagone dans le domaine civil.

#### Arthur Lepic

---

[1] Le premier secrétaire à l'Énergie, celui de l'administration Carter, fut James Schlesinger, aujourd'hui reconverti en gourou des intérêts pétroliers.

[2] Voir notre article « **Les ombres du rapport Cheney** », *Voltaire*, 30 mars 2004.

[3] **People For The American Way's Right Wing Watch**

[4] WASP est l'acronyme de White Anglo-Saxon and Puritan (Blanc, anglo-saxon et puritain)

[5] « **A year in the life of Spencer Abraham** », par Jeffrey St. Clair, *Counterpunch*, 17 avril 2002.

[6] « **Nuclear Nonproliferation : New Challenges and New Solutions** », Département de l'Énergie, septembre 2003.

[7] Voir l'article de Thierry Meyssan « **Rumsfeld " n'exclut pas " l'expérimentation de mini-bombes nucléaires sur les cobayes irakiens** », *Voltaire*, 17 février 2003.

# Les cancrs et l'Irak

## Analyse

Les amateurs d'humour british apprécieront la lettre ouverte de Terry Jones aux parents de Tony Blair, publiée par le *Guardian*. Le scénariste des Monty Python alerte les Blair des difficultés de compréhension de leur fils Tony. Celui-ci ne comprend manifestement pas grand-chose aux relations internationales et se montre crédule face à la propagande états-unienne. Il confond la résistance irakienne avec des partisans d'Al Qaïda, les 600 victimes civiles de Faludja avec des terroristes etc. Bref, Tony n'est pas en capacité de passer en classe supérieure et moins encore d'exercer de hautes fonctions.

*The Age* reproduit des extraits du discours d'Alexandre Downer, le ministre australien des Affaires étrangères, devant le Club de la presse de Camberra. Il ne semble guère plus apte que Tony Blair : il est persuadé que les « terroristes » sont des nihilistes ne poursuivant d'autres buts que de tuer pour tuer, que l'intervention de son pays en Irak en violation de la Charte de l'ONU avait pour but d'appliquer les résolutions de l'ONU, qu'il a détruit d'imaginaires armes de destruction massive en Irak, etc.

À l'école, il n'y a pas que des cancrs, il y a aussi des vantards qui s'enorgueillissent de résultats qu'ils n'ont jamais eu. Ainsi, Daniel Pipes exulte dans le *Jerusalem Post*. Il aurait été le premier à envisager une résistance chiïte en Irak et l'aurait écrit dès avril 2003. Selon lui, il se serait avéré historiquement impossible pour des non-musulmans de gouverner un peuple musulman. Aussi la Coalition devrait-elle se retirer d'Irak, non sans y avoir installé au préalable un gouvernement indigène à sa solde. Problème : les prédictions de Daniel Pipes avaient à l'époque un tout autre sens : il dénonçait une éventuelle manipulation des chiïtes par l'Iran contre la Coalition. Et, de toute manière, il n'a jamais envisagé de résistance unie, affirmant au contraire que la population irakienne est irrémédiablement divisée en trois groupes distincts et opposés : les Kurdes, les sunnites et les chiïtes. Enfin, il serait intéressant de savoir, s'il avait prévu une telle situation en son for intérieur, pourquoi il a poussé son pays à envahir et occuper l'Irak.

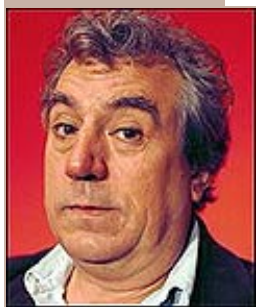
Les amateurs de « langue de bois » liront avec intérêt George P. Schultz qui croit discerner des possibilités de paix en Palestine. Dans le *Washington Post*, il assure que la persistance du conflit n'est qu'un problème de méthode. Les Israéliens doivent négocier d'État à État. Des avancées ont été possibles tant que les Palestiniens étaient représentés par un État arabe, comme l'Égypte, puis la Jordanie. Aujourd'hui, l'Arabie saoudite pourrait prendre le relais. Il faut donc relancer la feuille de route en s'appuyant sur un intermédiaire étatique. Sans négliger le point méthodologique soulevé par l'ancien secrétaire d'État, cet enthousiasme factice est surtout un moyen de masquer les conséquences désastreuses du plan de redéploiement unilatéral israélien validé hier par la Maison-Blanche.

Les amateurs de « parler vrai » liront, quant à eux, Mohammad Ali Eskandari, attaché de presse de l'ambassade iranienne à Londres, qui souligne dans le *Guardian* l'indécence du discours occidental sur la démocratie. C'est au nom de la « démocratie » que l'Occident a renversé Mossadegh, qu'il a soutenu la dictature du Shah, qu'il a encouragé la dictature irakienne à attaquer l'Iran, qu'il remet en cause le droit iranien à construire des centrales nucléaires civiles. C'est au nom de la « démocratie » que l'Occident occupe l'Irak et soutient les crimes d'Ariel Sharon en Palestine. Quant les Occidentaux ouvriront-ils les yeux sur eux-mêmes et cesseront-ils d'afficher cette bonne conscience ?

Enfin, David Clark, ancien conseiller du ministre britannique des Affaires étrangères, note dans le *Guardian* que le problème que la politique de Bush pose au monde ne tient pas à un homme, mais à un système. De ce point de vue, un éventuel remplacement de Bush par Kerry ne résoudra rien. Les États-Unis disposent d'une puissance sans égal et dominant le monde. Deux alternatives s'offrent au Royaume-Uni, soit accepter cette suprématie et s'y plier comme le fait Blair, soit construire une puissance autonome avec les autres États européens. Dans ce cas, l'engagement de Londres au sein de l'Union européenne se fera au prix d'une rupture assumée avec Washington.

Réseau Voltaire

## Terry Jones



Scénariste, acteur et réalisateur, Terry Jones est membre des Monty

### « Tony doit travailler davantage »

Source : The Guardian

Référence : « Tony really must try harder », par Terry Jones, *The Guardian*, 15 avril 2004.

Cher Mr et Mrs Blair,

Je viens de lire la rédaction de Tony, « Pourquoi nous n'abandonnerons jamais cette bataille historique en Irak » et je suis extrêmement soucieux. Votre fils étudie à présent la politique mondiale depuis de longues années et son texte démontre si peu de compréhension du sujet que je ne peux qu'en conclure qu'il

Python.

a passé les cours à rêvasser à la fenêtre. Bien sûr, il écrit avec conviction, mais il semble que Tony n'ait rien lu de ce qui s'est passé en Irak ces derniers temps. Ainsi Tony continue d'affirmer que les insurgés sont des partisans de Saddam Hussein, des terroristes liés à Al Qaïda ou des partisans de Moqtada Sadr alors qu'il est évident que la population entière est révoltée par l'occupation. Il semble également ignorer que Faludja était une ville tranquille avant qu'une base américaine y soit installée et que les troupes de la Coalition ne tirent sur les manifestants qui venaient protester. Tony ne passera pas en classe supérieure s'il ne connaît pas ces éléments.

Je me demande ce que Tony a dans la tête. Croit-il vraiment que les 600 Irakiens tués par vengeance suite à la mort de quatre « sous-traitants civils » étaient des terroristes alors que les hôpitaux affirment qu'il s'agissait surtout de femmes, d'enfants et de vieillards ? Le manque de regard critique de Tony vis-à-vis des informations américaines est préoccupant pour quelqu'un qui se destine à aller à l'université et à occuper des postes dans un gouvernement, comme je sais que Tony le désire.

Il est incapable de replacer l'Irak dans un contexte plus large et semble croire réellement que les États-Unis veulent faire de l'Irak un État souverain et démocratique alors même que les néo-conservateurs désigneront les membres du gouvernement.

Heureusement, Mr et Mrs Blair, que votre fils n'occupe pas de poste de responsabilité sans quoi son ignorance crasse nous mettrait tous en péril.

## Alexander Downer



Alexander Downer est ministre des Affaires étrangères de l'Australie.

### « Pourquoi nous ne pouvons pas nous arrêter et partir »

Source : The Age

Référence : « Why we can't cut and run », par Alexander Downer, *The Age*, 14 avril 2004. Ce texte est issu d'un discours prononcé devant le Club de la presse australien le 13 avril 2004.

Le 11 septembre a changé le monde. Nous sommes engagés dans une guerre pour protéger notre civilisation dont l'édification a demandé tant d'efforts. Nous ne pouvons pas l'éviter car le terrorisme ne connaît ni frontières géographiques, ni frontières morales. Les carnages que les terroristes commettent ne sont limités que par la puissance des armes dont ils disposent. Face à cette menace, le gouvernement veut défendre la population et les intérêts de l'Australie sans attendre de nouvelles attaques. Nous avons affronté les terroristes en Afghanistan et désormais nous les affrontons en Irak. Là-bas, les terroristes s'attaquent à tous les étrangers, y compris les travailleurs humanitaires. Ils se situent dans une optique nihiliste.

Nous ne pouvons pas abandonner l'Irak et abandonner nos alliés et les Irakiens. Si nous quittons l'Irak, le pays deviendra une zone d'instabilité dans une région d'une grande importance stratégique pour l'Australie. Je suis fier de notre décision d'intervenir dans ce pays pour faire respecter les résolutions de l'ONU, libérer les Irakiens et éliminer les armes de destruction massive de Saddam



Hussein. Nous devons travailler avec les Irakiens, poursuivre notre lutte antiterroriste et travailler avec l'ONU en Irak. Surtout nous devons poursuivre notre alliance avec les États-Unis.

## Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

### « Pourquoi l'Irak se rebelle »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Why Iraq rebels », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 15 avril 2004.

On pouvait se douter de l'actuelle insurrection en Irak, il y a un an déjà, en relevant, comme je l'avais fait en avril 2003, que les chiites chantaient « Non à l'Amérique, non à Saddam, oui à l'islam » lors du pèlerinage de Nadjaf. Deux facteurs m'avaient fait envisager une résistance irakienne.

Premièrement, à force de nous concentrer sur la seule chute de Saddam Hussein, les Irakiens se sont sentis libérés et pas vaincus. Ils n'acceptent donc pas l'occupation. En outre, en tant que peuple majoritairement musulman, les Irakiens ne supportent pas d'être gouvernés par des non-musulmans. Pour eux, cette situation est une abomination, une inversion blasphématoire des commandements divins.

Cet état d'esprit explique pourquoi les Européens, durant leur période d'extension coloniale ont consciencieusement évité les territoires à majorité musulmane jusqu'en 1830 quand la France s'attaque à l'Algérie. Il fallut 17 ans aux Français pour contrôler la seule région côtière. Finalement, la France ne parvint jamais vraiment à vaincre la résistance et ils quittèrent le territoire en 1962. Avant les États-Unis, la France de Bonaparte avait également tenté d'aider une population, celle d'Égypte, à renverser un tyran. La présence française ne fut pas acceptée pour autant.

Il faut retenir les leçons de l'histoire et les États-Unis doivent quitter l'Irak le plus vite possible après avoir installé au pouvoir un homme fort irakien aux orientations démocratiques.

## George P. Shultz



[George P. Shultz] était Secrétaire d'État sous Reagan. Il est membre de la Hoover Institution et membre du conseil d'administration du Washington Institute for Near East Policy. Il a présidé le Comité pour la libération de l'Irak, une organisation créée par Lockheed Martin, et administrateur de Bechtel, première compagnie de BTP des États-Unis, qui a signé des contrats de reconstruction d'infrastructures (ports, aéroports, routes, hôpitaux, écoles, etc.) en Irak pour 1 milliard de dollars

### « Des possibilités pour la paix au Proche-Orient »

Source : Washington Post

Référence : « Possibilities for Mideast Peace », par George P. Shultz, *The Washington Post*, 14 avril 2004.

Toutes les nouvelles récentes en provenance du Proche-Orient semblent mauvaises, mais si on regarde au-delà des gros titres, on peut voir de nouvelles possibilités concernant le processus de paix. Pour qu'elles aient des chances de se concrétiser, il faut se mettre au travail.

En 1979, la paix entre Israël et l'Égypte n'a été possible que parce qu'il s'agissait de deux États. L'Égypte a alors pu prendre le rôle d'État négociateur pour les Palestiniens. Après l'assassinat de Sadate, la Jordanie a pris le relais de l'Égypte dans ce rôle avant de l'abandonner en 1988. Depuis, les négociations n'ont pas fait de réels progrès en dépit des apparences car il n'y avait pas d'État pour négocier avec Israël.

Pour Israël, la sécurité est essentielle, mais les terroristes ont interprété les accord d'Oslo et de Camp David II comme des encouragements à leur action. Aujourd'hui Israël construit une barrière pour sa sécurité et semble prêt à déplacer certaines colonies. Si Israël obtient la sécurité par ces mesures, ce sera un grand pas vers la paix. Quand les terroristes perdront leur capacité de nuisance, les Palestiniens se rendront compte que le terrorisme ne fonctionne pas alors qu'au même moment, en Irak, un régime qui travaillait à la destruction du processus de paix a été renversé.

En outre, la Jordanie, l'Égypte et l'Arabie saoudite s'engagent désormais dans le processus de paix autour du plan du prince Abdallah. Ces pays et le Quartet diplomatique doivent s'unir autour de la « feuille de route » et placer cette fois-ci la création d'un État palestinien au cœur du processus et plus à sa fin.

## Mohammad Ali Eskandari

Mohammad Ali Eskandari est attaché de presse de l'ambassade d'Iran à Londres.

### « Votre histoire démente dans la région »

Source : The Guardian

Référence : « Your history of folly in our region », par Mohammad Ali Eskandari, *The Guardian*, 15 avril 2004.

Pendant la Guerre d'Irak, les médias occidentaux ont montré avec un grand sens théâtral la bonté des forces d'occupation vis-à-vis de la population civile, mais ces démonstrations de compassion ne semblent pas avoir répondu à un

but réellement humanitaire. Les habitants du Proche-Orient commencent à croire que l'Occident ne prête attention aux morts que quand il s'agit d'Occidentaux. En effet, on a vu des minutes de silence et des cérémonies à la mémoire des victimes des attentats de Madrid, mais rien de tel pour les 10 000 victimes irakiennes de ceux qui prétendent promouvoir les valeurs démocratiques. Il ne fait pourtant aucune différence pour les familles que leurs enfants aient été tués par Saddam Hussein ou par les « libérateurs ».

Ce sentiment des populations de la région se retrouve dans les craintes exprimés vis-à-vis du projet de « Grand Moyen-Orient » de l'administration Bush et des néo-conservateurs. Les populations de la région associent désormais le terme « démocratie » à la convoitise pétrolière et elles se souviennent que la plupart des mouvements démocratiques de masse qu'a connu le Proche-Orient ont été combattus et supprimés par l'Occident. L'Occident s'est opposé à la démocratie en Iran, mais a soutenu le régime de Saddam et l'a armé. Les États-Unis ont renversé Mossadegh et plus tard encouragé l'Irak à attaquer l'Iran. Ils ont abattu un avion de passagers iraniens faisant 290 victimes civiles et ont décoré le responsable. Des années auparavant, Kissinger était venu apporter son soutien au Shah en Iran et l'avait autorisé à bénéficier de la technologie nucléaire à des fins militaires, mais les États-Unis font aujourd'hui pression pour que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sanctionne l'Iran sur ce point. L'AIEA a heureusement résisté aux pressions.

Aujourd'hui, les États-Unis ont capturé Saddam Hussein et s'en servent comme d'une épée de Damoclès contre les Irakiens, ils traquent Ben Laden après l'avoir utilisé contre l'Iran. Les gouvernements occidentaux ne s'élèvent pas non plus contre les atrocités quotidiennes commises par le gouvernement d'Ariel Sharon.

## David Clark



David Clark est ancien conseiller spécial de Robin Cook au ministère des Affaires étrangères (1997-2001).

### « Un désordre infantile »

Source : The Guardian

Référence : « An infantile disorder », par David Clark, *The Guardian*, 15 avril 2004.

Aucune élection présidentielle états-unienne n'aura suscité tant d'attente hors des États-Unis que celle opposant **George W. Bush** à **John Kerry**. En Grande-Bretagne et en Europe, on espère une victoire du candidat démocrate qui pourrait relancer les relations transatlantiques. Toutefois, cela dépendra de la capacité de Kerry à vaincre un « président en guerre », tâche d'autant plus complexe du fait de la candidature de **Ralph Nader**.

Ce serait toutefois une grave erreur de penser que l'utilisation préventive et unilatérale de la force est une parenthèse dans l'histoire des États-Unis, la doctrine de l'administration Bush trouve en effet ses origines dans l'émergence d'un monde unipolaire après la Guerre froide. Un président démocrate limiterait peut-être un peu l'usage de cette puissance, mais même **Bill Clinton** avait partiellement cédé à cette tentation. C'est une tendance qui se poursuivra tant qu'il existera un tel décalage entre la puissance des États-Unis et le reste du monde. Nous ne pouvons mettre fin à ce déséquilibre et reprendre en main

notre destinée qu'en nous unissant à ceux qui partagent nos valeurs. Pour la Grande-Bretagne, cela signifie renoncer à la « relation particulière » et contribuer à la construction d'une Europe plus forte.

Cette suggestion ferait hurler **Tony Blair** et de larges pans de la population, surtout de droite. Elle serait présentée comme anti-américaine alors qu'il ne s'agit que d'une demande de redistribution du pouvoir global.

Malheureusement, une large part de l'establishment politique britannique s'est convaincue que le mieux que pouvait espérer le pays, c'est l'occasion de profiter d'une part de la gloire de la puissance américaine.

Il existe aussi un contexte politique favorisant cet attachement aux États-Unis. Les conservateurs ont, sur ce point, le mérite de la cohérence. En tant que partisans de l'individualisme économique et du gouvernement minimal, ils préfèrent un monde dominé par le capital global et la puissance états-unienne et ils tentent donc de diviser l'Union européenne et d'empêcher sa constitution en pôle politique. L'euro-scepticisme de gauche est en revanche plus de l'ordre d'un désordre infantile. Il s'appuie sur le fait que, faute d'accord entre les membres, seules les politiques commerciales ont été adoptées et que cela donne donc un visage libéral à l'Union européenne. Pourtant, dans un monde globalisé, l'État providence ne peut plus exister qu'au niveau européen. Il faut donc renforcer l'Europe pour qu'elle ait la capacité d'adopter de vraies politiques. Nous avons le choix entre la construction européenne ou la suprématie états-unienne.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .